

Invitation à la conférence de presse

« Asile à deux vitesses »

**Mardi 20 mai 2014, à 10h30, Hotel Kreuz, Saal Fischer
Zeughausgasse 41, Berne**

Le 20 mai 2014, l'Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE romand), l'Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers (ODAE-Suisse), ainsi que l'Observatoire du droit d'asile et des étrangers de Suisse orientale (BAAO), présenteront leur deuxième rapport commun intitulé ***Asile à deux vitesses : Enjeux juridiques et conséquences sur le plan humain des délais excessifs dans le traitement des demandes d'asile.***

Alors que le but d'« accélération » de la procédure est affiché à chaque révision en matière d'asile, ce rapport fait état d'une *tendance à rendre des décisions rapides lorsqu'elles sont négatives, tout en mettant en attente – parfois pendant de longues années – les demandes émanant de personnes dont le besoin de protection est manifeste*. Les cas documentés démontrent que l'insécurité liée au maintien dans le statut de demandeur d'asile pour une longue durée entrave l'intégration de personnes vouées à rester en Suisse, y compris s'agissant des mineurs. Une telle pratique éloigne la procédure d'asile de son sens premier, à savoir la protection effective de personnes fuyant des persécutions ou des conflits, et constitue un déni de droit.

Intervenant-e-s:

- **Mariana Duarte**, coordinatrice de l'Observatoire romand – *pour une présentation du rapport*
- **Gabriel Püntener**, avocat à Berne – *pour un éclairage sur les enjeux juridiques et le traitement de cas sri-lankais*
- **Ann-Seline Fankhauser**, coordinatrice de l'Observatoire de Suisse orientale – *à propos des cas des Syriens*
- **Aldo Brina**, chargé d'information du secteur réfugiés, Centre social protestant de Genève – *pour une mise en perspective avec les révisions en cours en matière d'asile*

Modération : **Inge Hoffmann**, présidente de l'Observatoire romand

Contact

En français: Mariana Duarte | 078 956 67 07 | info@odae-romand.ch

En allemand: Ann-Seline Fankhauser | 079 301 74 37 | ostschweiz@beobachtungsstelle.ch
Stefanie Kurt | 078 752 21 01 | info@beobachtungsstelle.ch

Communiqué de presse

Procédure d'asile « à deux vitesses »

Berne – Genève – St-Gall, 20 mai 2014. Dans le cadre de leur deuxième rapport commun, les trois Observatoires du droit d'asile et des étrangers font part d'un constat regrettable : les priorités fixées par l'Office fédéral des Migrations (ODM) engendrent un écart considérable entre les demandes d'asile considérées *a priori* comme étant peu fondées, qui sont traitées parfois en seulement quelques jours au nom de l'« accélération », et celles émanant de personnes venant de pays tels que l'Afghanistan, l'Érythrée ou la Syrie, qui attendent plusieurs années avant d'obtenir une décision.

Pendant les années d'attente, l'incertitude quant à leur statut prive les personnes concernées de la stabilité et des mesures d'intégration dont elles ont besoin pour se reconstruire et participer pleinement à la société d'accueil. Le maintien pour une longue durée dans le statut de demandeur d'asile empêche l'accès à un emploi, à un logement ou à un apprentissage.

« *Il est inquiétant de voir des adolescents arrivés seuls en Suisse, à l'instar de l'Érythréenne "Helen", âgée de seulement 14 ans au moment du dépôt de sa demande d'asile, attendre 3 ans avant de recevoir une réponse de l'ODM* », indique Mariana Duarte, coordinatrice de l'Observatoire romand et auteure du rapport, en collaboration avec les Observatoires basés à Berne et à St-Gall.

La lenteur des procédures peut aussi conduire à des décisions déconnectées de la réalité. Le Sri-lankais "Kajan" attendra six ans avant d'obtenir une réponse à sa demande d'asile, déposée en 2006. Celle-ci est négative. Pourtant, peu après, un moratoire a été posé sur les renvois vers le Sri Lanka. À ce jour, "Kajan" s'est intégré mais ni l'asile ni un permis humanitaire ne lui sont octroyés. Selon son avocat, Me Gabriel Püntener, « *l'attente imposée à "Kajan" est un exemple criant de déni de justice, car une réponse rapide lors de son arrivée aurait abouti au constat que le conflit sri-lankais, qui a pris fin en 2009, rendait alors son renvoi inexigible* ».

Une situation semblable a concerné ces dernières années les personnes venant de Syrie. « *Lorsqu'en 2013 les autorités ont annoncé l'accueil des Syriens au moyen de visas facilités et d'un contingent de 500 personnes, ceux se trouvant en Suisse attendaient depuis près de deux ans une réponse à leur demande* » indique Ann-Seline Fankhauser, coordinatrice de l'Observatoire de Suisse orientale.

Dans le même temps, des procédures accélérées ont été instaurées pour les personnes originaires des Balkans, de Géorgie, d'Algérie, du Maroc, du Nigeria ou de Tunisie. Un asile à deux vitesses semble donc en marche.

Face à ce constat, le rapport des Observatoires vise à rappeler que le sens premier de la politique d'asile, ce n'est pas de rendre des décisions négatives ni d'exécuter des renvois, mais de donner une protection aux personnes qui en ont besoin. Comme le souligne Aldo Brina, membre du comité de

Communiqué de presse

l'Observatoire romand et chargé d'information du secteur réfugiés du CSP-Genève, « être demandeur d'asile n'est pas un statut en soi, c'est un entre-deux durant lequel tout est instable. C'est dans l'intérêt de tout le monde que les personnes qui vont à terme de toute manière rester en Suisse obtiennent rapidement un statut ».

Contacts

Mariana Duarte | Coordinatrice ODAE romand | 022 310 57 30 | 078 956 67 07 (français)

Ann-Seline Fankhauser | Coordinatrice BAAO | 071 244 68 07 | 079 301 74 37 (allemand)

Stefanie Kurt | Coordinatrice ODAE-Suisse | 031 381 45 40 | 078 752 21 01 (allemand)

Aldo Brina | Chargé d'information sur les réfugiés CSP-Genève | 078 734 07 36 (français)

Gabriel Püntener | Avocat à Berne | 079 442 80 41 (seulement par SMS ; allemand)

Les Observatoires du droit d'asile et des étrangers

Depuis 2007, les trois observatoires présentent, par des cas concrets, les effets du durcissement des lois sur l'asile et sur les étrangers sur la situation des personnes concernées, ainsi que le conflit entre d'un côté ces lois et de l'autre les droits humains et les garanties essentielles de l'Etat de droit.

Leur premier rapport commun, intitulé *Regroupement familial et les limitations du droit à la vie familiale*, a été édité en mai 2012.

Observatoire romand du droit d'asile et des étrangers (ODAE romand)

www.odae-romand.ch

Observatoire suisse du droit d'asile et des étrangers (ODAE-Suisse)

www.beobachtungsstelle.ch

Observatoire du droit d'asile et des étrangers de Suisse orientale (BAAO)

www.beobachtungsstelle-rds.ch



Une mineure non-accompagnée attend 3 ans avant de se voir refuser l'asile

Cas 222 / 16.10.2013

« Helen », mineure érythréenne à la santé fragile, attend trois ans avant de se voir refuser l'asile par l'ODM. Comme elle a quitté son pays alors qu'elle était en âge d'effectuer son service militaire, la qualité de réfugiée lui est néanmoins reconnue et l'admission provisoire octroyée.

Mots-clés : attribution à un canton ([art. 27 al. 3 LAsi](#)), droits de l'enfant ([art. 3 CDE](#)), mineurs, renvoi (illicéité), vraisemblance des motifs d'asile ([art. 7 LAsi](#))

Personne(s) concernée(s) : « Helen », née en 1995.

Origine : Erythrée

Statut : demande d'asile → admission provisoire

Résumé du cas

En 2010, « Helen », jeune Érythréenne âgée de quatorze ans fuyant un mariage forcé et l'enrôlement obligatoire dans l'armée, demande l'asile en Suisse. Elle s'installe à Genève où sa tante réside depuis longtemps. Cependant, lors de son audition au centre d'enregistrement de Vallorbe, l'ODM l'informe de sa décision de l'attribuer au canton de Saint-Gall pour la durée de la procédure. « Helen », mineure et fragilisée par les événements traumatisants auxquels elle a dû faire face lors de son voyage jusqu'en Suisse, formule un recours au TAF et demande à rester auprès de sa famille. En octobre 2010, le [TAF](#) annule la décision de l'[ODM](#), jugeant qu'il y a lieu de faire primer l'intérêt supérieur de l'enfant. En l'espèce, le tribunal estime qu'au vu de son jeune âge, du fait qu'elle est seule et séparée de ses parents, « Helen » se trouve dans une situation d'extrême vulnérabilité. Pour le tribunal toujours, les autorités ont le devoir de la protéger et de la prendre en charge par l'adoption de mesures raisonnables et adéquates. Malgré cette analyse, « Helen » doit attendre presque deux ans avant d'être convoquée à une audition fédérale. Le mandataire avait pourtant adressé à l'ODM de multiples relances et des certificats médicaux attestant d'une dépression et d'angoisses causées par l'instabilité de sa situation et les traumatismes vécus. Enfin, ce n'est qu'en 2013 que l'ODM rend sa décision lui refusant l'asile au motif qu'Helen n'aurait pas tenu des propos parfaitement identiques alors que trois ans s'étaient écoulés entre les deux auditions. Cependant, le renvoi est considéré comme illicite et des motifs d'asile postérieurs à la fuite sont admis, car « Helen » n'a pas effectué son service militaire et risque d'être persécutée en cas de retour. La qualité de réfugiée lui est donc reconnue et une admission provisoire octroyée.

Questions soulevées

- Comment l'ODM peut-il justifier sa décision d'attribuer « Helen » au canton de Saint-Gall alors que son seul soutien moral, bienvenu vu son extrême vulnérabilité, se trouve à Genève ? Pour quelle raison l'intérêt supérieur de l'enfant et le principe de l'unité de la famille n'ont-ils pas été pris en compte ?
- Alors que le TAF affirme qu'il est du devoir de l'État de protéger et de prendre en charge « Helen », comment expliquer que l'ODM la laisse dans une attente aussi longue – deux ans pour l'audition, puis un an pour la décision – malgré les relances de son mandataire ?

Chronologie :

2010 : demande d'asile (juin), 1^{ère} audition fédérale (juillet), recours contre l'attribution au canton de St-Gall (juillet), décision du TAF d'attribution au canton de Genève (oct.)
2011 : 1^{ère} relance du mandataire auprès de l'ODM en absence d'audition fédérale (sept.)
2012 : 2^e relance (fév.), audition fédérale (avril)
2013 : 1^{ère} relance du mandataire en l'absence de décision de l'ODM (mars), 2^e relance (juin), rejet de la demande d'asile et octroi d'une admission provisoire (juillet)

Description du cas :

« Helen », jeune Érythréenne âgée de quatorze ans, arrive en Suisse en juin 2010. Elle fuit son pays avec sa cousine pour échapper à un mariage forcé que son père voulait organiser pour lui épargner l'enrôlement obligatoire dans l'armée (les femmes sont astreintes au service militaire en Erythrée). « Helen » dépose une demande d'asile au centre de Vallorbe et s'installe à Genève dans l'appartement de sa tante qui y vit depuis de nombreuses années. En juillet 2010, après une première audition fédérale, l'adolescente apprend qu'elle est attribuée au canton de Saint-Gall ([art. 27 LASI](#)). Très ébranlée par cette annonce et ayant besoin de vivre auprès de ses proches, « Helen » dépose un recours au TAF contre cette décision. De leur côté, les médecins insistent sur la nécessité pour « Helen » de maintenir la « proximité de la famille » au vu de la situation « alarmante » dans laquelle elle se trouve. Elle souffre de dépression et de fortes angoisses liées aux événements traumatisants dont elle a été victime lors de sa fuite. Durant son périple, « Helen » a en effet été séquestrée, emprisonnée et a subi plusieurs tentatives de viol. Le soutien de sa famille se révèle donc indispensable pour éviter une péjoration de son état. Dans son arrêt d'octobre 2010, le TAF annule la décision de l'ODM, jugeant qu'il y a lieu de faire primer l'intérêt supérieur de l'enfant en lui garantissant une évolution dans un environnement sain et en maintenant les liens avec sa famille. De plus, le Tribunal rappelle que dans la décision d'attribution d'un requérant à un canton il faut prendre en compte le principe d'unité de la famille. En l'espèce, le Tribunal estime qu'au vu de son jeune âge, du fait qu'elle est seule et séparée de ses parents, « Helen » se trouve dans une situation d'extrême vulnérabilité. Aussi, les autorités ont le devoir de la protéger et de la prendre en charge par l'adoption de mesures raisonnables et adéquates.

Malgré les certificats médicaux attestant de l'état de santé très préoccupant d'« Helen » et plusieurs lettres de relance de la part du mandataire, dont la dernière menaçant de signaler la situation à la Conseillère fédérale en charge du [DFJP](#), l'ODM attend près de deux ans avant de convoquer enfin « Helen » à une audition fédérale. Cependant, malgré l'extrême vulnérabilité d'« Helen », la procédure ne s'accélère toujours pas. En effet, ce n'est qu'en juillet 2013, soit un an plus tard, que l'ODM se prononce enfin sur son cas. Dans sa décision, l'Office rejette la demande d'asile d'« Helen » arguant que les conditions de vraisemblance ne sont pas remplies. Il est reproché à « Helen » de n'avoir pas tenu des propos parfaitement identiques lors des différentes auditions. Le fait que plus de trois ans se sont écoulés depuis le dépôt de sa demande d'asile et les fortes angoisses dont souffre « Helen » quant à l'issue de la procédure ne sont donc pas pris en compte par les autorités fédérales. Cependant, « Helen » ayant quitté illégalement son pays alors qu'elle était en âge d'effectuer son service militaire, et au vu des risques de punition qu'elle encourrait si elle devait être renvoyée, la qualité de réfugiée lui est reconnue et une admission provisoire lui est octroyée.

Signalé par : Centre social protestant – Genève, juillet 2013

Sources : arrêt du TAF (01.10.10), décision de l'ODM (23.07.13), lettres de relance (26.09.11, 28.02.12, 22.03.13 et 05.06.13), certificats médicaux.



Asylgesuch wird nach sechs Jahren entschieden ohne erneute Abklärungen zur veränderten Situation vorzunehmen

Fall 193 / 09.11.2012:

Sechs Jahre dauerte es, bis das BFM über das Asylgesuch des Tamilen «Kajan» entschied. Obwohl sich die politische Situation in Sri Lanka in der Zwischenzeit stark verändert hat, wurde weder eine erneute Befragung durchgeführt, noch weitere länderspezifische Dokumente und Urteile miteinbezogen.

Schlüsselbegriffe: Flüchtlingsbegriff: [Art. 3 AsylG](#), Härtefallbewilligung: [Art. 14 Abs. 2 AsylG](#)

Person/en: «Kajan» (1985)

Heimatland: Sri Lanka

Aufenthaltsstatus: abgewiesener Asylsuchender

Zusammenfassung des Falls (ausführlich auf der Rückseite)

Der Tamile «Kajan» hat im Januar 2006 seine Heimat Sri Lanka verlassen und im gleichen Jahr in der Schweiz einen Asylantrag gestellt. Da er in seiner Heimat zwischen die Fronten der LTTE und der Armee geraten war, fühlte er sich stark bedroht. Weil auch nach fünf Jahren nicht über seinen Antrag entschieden wurde, reichte «Kajan» im Februar 2011 ein Gesuch zur Erteilung einer Härtefallbewilligung ein. Die Zustimmung vom BFM wurde aber verweigert. Trotz guten Deutschkenntnissen, einer beständigen Arbeitsstelle, finanzieller Unabhängigkeit und einem grossen Freundeskreis, wurden die Integrationsleistungen von «Kajan» als nicht fortgeschritten bewertet. «Kajan» erhob keine Beschwerde, sondern wartete den Asylentscheid ab. Nach sechs Jahren lehnte das BFM sein Gesuch ab und wies ihn an, die Schweiz zu verlassen. Begründet wurde dies damit, dass sich die Situation in Sri Lanka seit der Einreichung des Gesuches stark verändert hat und «Kajan»'s Asylgründe nicht mehr relevant seien. In «Kajan»'s darauf folgender Beschwerde wird gerügt, dass das BFM den Sachverhalt weder vollständig noch richtig abgeklärt hat, denn «Kajan» wurde nicht zur veränderten Situation und zu seiner heutigen Gefährdung befragt. Zudem wurden auch andere Dokumente und Fakten nicht in den Entscheid miteinbezogen. Der Rekurs ist derzeit hängig.

Aufzuwerfende Fragen

- Der Ermessensspielraum, die Integrationsleistungen betreffend, ist sehr undurchsichtig und schwammig. Wie sonst ist es zu erklären, dass ein junger Mann, der gut Deutsch spricht, über eine Arbeitsstelle verfügt, finanziell unabhängig ist, sich einen Freundeskreis in der Schweiz aufgebaut hat und von allen geschätzt wird, als zu wenig integriert beurteilt wird?
- Nach welchen Kriterien kann bestimmt werden, wann eine Beziehung zur Schweiz so eng ist, dass ein Leben in einem andern Land nicht mehr zumutbar ist?
- Ist es rechtmässig einen Entscheid auf sechs Jahre alte Fakten abzustützen?

Chronologie

2006: Einreise und Asylgesuch (Februar)

2011: Härtefallgesuch (Februar), Antrag auf BFM Zustimmung (Mai), Verweigerung Zustimmung (August)

2012: Ablehnung Asylgesuch (Februar), Verwaltungsbeschwerde (März)

Beschreibung des Falls

«Kajan» ist ethnischer Tamile aus einer Nordprovinz in Sri Lanka. Im Januar 2006 hat er seine Heimat verlassen und ist nach Genf geflogen. Aus dem Transitbereich hat er am 22. Januar 2006 einen Einreiseantrag gestellt, der am 26. Januar vom BFM abgelehnt wurde. Er erhob gegen diesen Entscheid Beschwerde und am 2. Februar 2006 wurde die Einreise bewilligt. Gleichentags suchte «Kajan» um Asyl an. Dieses Gesuch begründete er damit, dass er in seiner Heimat zwischen die Fronten der LTTE und der Armee geraten ist. An seiner Universität war er wegen seiner schönen Stimme bekannt. Diese war der Grund, warum er von der LTTE den Auftrag bekam für sie Propagandareden zu halten. Auf Befehl der Armee hat er aber bald wieder damit aufgehört. Nachdem im Oktober 2004 eine Studentin seiner Universität von der Armee umgebracht wurde, hat «Kajan» in der ersten Reihe an einer Demonstration teilgenommen. In der Nacht wurde er abgeführt und in ein Armeecamp gebracht, wo man ihn geschlagen und erst fünf Tage später, nach der Intervention des Vaters und das IKRKs, wieder entlassen hat. Aus Angst vor weiteren Übergriffen ist «Kajan» zu seiner Tante nach Colombo gereist. Im Vorfeld der Präsidentschaftswahlen wurde er aber auch dort, zusammen mit Hundert anderen, verhaftet und eine Woche in Gewahrsam gehalten, wo er wieder geschlagen und schlecht behandelt wurde. Schliesslich gelang ihm die Flucht.

Da das BFM bis im Februar 2011, also fünf Jahre, nicht über das Asylgesuch entschieden hatte, stellte «Kajan» ein Gesuch um Erteilung einer ordentlichen Aufenthaltsbewilligung im Sinne von [Art. 14 Abs. 2 AsylG](#). Am 17. Mai 2011 ersuchte die kantonale Migrationsbehörde das BFM um Zustimmung zur Erteilung einer solchen Härtefallbewilligung. Dies wurde damit begründet, dass «Kajan» sich mehr als fünf Jahre in der Schweiz aufhält, seine Identität und sein Aufenthaltsort dabei immer bekannt waren. Dazu ist er seit 2007 beim gleichen Arbeitgeber angestellt und schon mehr als zwei Jahre finanziell unabhängig. Er besucht einen Deutschkurs, macht sehr gute Fortschritte und hat den Wunsch eine Kochlehre zu absolvieren. Sein Arbeitgeber unterstützt ihn in diesem Vorhaben. Gegen die Auffassung des Kantons hat das BFM im August 2011 seine Zustimmung zum Antrag verweigert. Es untersuchte, ob «Kajan» die Voraussetzung der fortgeschrittenen Integration erfüllt. Die Praxis des Bundesverwaltungsgerichts verlangt dafür, dass eine Verweigerung der Aufenthaltsbewilligung für die betroffene Person mit schweren Nachteilen verbunden ist. Eine fortgeschrittene soziale und berufliche Integration reicht nicht aus. Die ausländische Person muss so enge Beziehungen zur Schweiz unterhalten, dass von ihr nicht verlangt werden kann, in einem anderen Land zu Leben. ([Urteil C 6883/2007](#)). Trotz der Gründe, die vom Kanton vorgebracht wurden und obwohl, mit seinen Brüdern, ein Teil seiner Familie in der Schweiz wohnt, erscheint die berufliche und soziale Integration von «Kajan» nach Ansicht des BFM nicht so aussergewöhnlich, dass er nicht an einem anderen Ort leben kann. Seine persönliche Beziehung zur Schweiz entspricht gemäss dem Urteil, einer normalen zeitlichen Entwicklung. Das BFM geht also nicht von einer fortgeschrittenen Integration aus, weshalb die Voraussetzungen für eine Bewilligung nicht gegeben sind.

Da es aussichtslos erschien, hat «Kajan» gegen diesen Entscheid keine Beschwerde erhoben. Er wartete den Entscheid sein Asylgesuch betreffend ab. Diesen bekam er am 9. Februar 2012, also fast genau sechs Jahre nachdem er das Gesuch eingereicht hatte. Darin weisst das BFM darauf hin, dass sich die Situation in Sri Lanka in den letzten sechs Jahren stark verändert hat. «Kajan»'s Asylgründe seien deshalb irrelevant geworden und er entspreche keinem Gefährdungsprofil, weswegen eine Flüchtlingseigenschaft nach [Art. 3 AsylG](#) verneint wird. Im Mai 2009 ist der langjährige bewaffnete Konflikt in Sri Lanka zu Ende gegangen, dadurch wurde die allgemeine Sicherheits- und Menschenrechtslage verbessert und einer Rückkehr von «Kajan» steht, laut BFM, nichts mehr entgegen. Aus diesen Gründen hat es das Asylgesuch abgelehnt und «Kajan» aus der Schweiz weggewiesen.

«Kajan» hat gegen diesen Entscheid Beschwerde erhoben. Darin rügt sein Rechtsvertreter, dass das BFM den Sachverhalt weder vollständig noch richtig abgeklärt hat. Im Entscheid steht zum Beispiel, dass das Einreisegegesuch von «Kajan» erst am 2. Februar 2012 gutgeheissen wurde. Dies würde bedeuten, dass er sich sechs Jahre im Transitbereich des Flughafens aufgehalten hat, was nicht stimmen kann. Im Weiteren hätte man ihn erneut zu seiner Gefährdungslage befragen sollen. Die letzte Befragung fand noch vor Ende des Bürgerkrieges statt und man muss die Flüchtlingseigenschaft immer vor dem Hintergrund der aktuellen Situation beurteilen. Dazu wurden länderspezifische Informationen und Länderberichte, sowie das [Grundsatzurteil des Bundesverwaltungsgerichts vom 27. Oktober 2011](#) bezüglich des Risikoprofils von Asylsuchenden aus Sri Lanka gar nicht in die Beurteilung mit einbezogen. Die Beschwerde ist derzeit noch hängig.

Gemeldet von: Rechtsberatungsstelle

Quellen: Betroffener, Rechtsberatungsstelle, Aktendossier, Bundesverwaltungsgerichtsurteile



Amtsinterne Priorisierung der Verfahren führt zu Rechtsverzögerung und Rechtsungleichheit (II)

Fall 225 | 8.11.2013

Gesetzliche Fristen werden um mehr als das 35-Fache überschritten, was unter anderem zu einer rechtsungleichen Behandlung und zu verpassten Integrationschancen in die Arbeitswelt führt.

Schlüsselworte : Rechtsverzögerung [Art. 29 Abs. 1 BV](#), Verfahrensfrist [Art. 29 AsylG](#) und [Art. 37 AsylG](#)

Person/en : «Mahir», 1980

Heimatland: Syrien

Aufenthaltsstatus: N-Ausweis

Zusammenfassung des Falls (ausführlich auf der Hinterseite)

Am 6. Februar 2011 stellt «Mahir» ein Asylgesuch in der Schweiz. Nach über einem Jahr ist er immer noch nicht zu den Asylgründen angehört worden. Deshalb stellt sein Rechtsverteiler am 21. Mai 2012 ein Begehren um baldige Anhörung und Abschluss des Verfahrens. Das BFM antwortet mit einem Standardschreiben mit dem Verweis auf die hohe Geschäftslast. Auch eine zweite Mahnung nach 18 Monaten ohne Anhörung kann das BFM nicht dazu bewegen, das Verfahren voranzutreiben. Schliesslich reicht «Mahid's» Rechtsverteiler am 11. Dezember 2012 eine Rechtsverzögerungsbeschwerde beim Bundesverwaltungsgericht ein. Diese wird am 26. Februar 2013 gutgeheissen und das BFM wird angewiesen das Verfahren zügig zu behandeln. «Mahir» wird zwar am 17. Mai 2013 zur Anhörung eingeladen, das Verfahren ist jedoch seither immer noch hängig.

Aufzuwerfende Fragen

- Das BFM setzt bei der Behandlung von Asylgesuchen die Priorität auf Asylgesuche von Personen aus „sicheren“ Drittstaaten, wie Nigeria, Tunesien und Balkanstaaten. Dies führt dazu, dass Gesuche von Syrern, Afghanen, Eritreern und Anderen mit tiefer Priorität behandelt werden. Dadurch vergeht unverhältnismässig lange Zeit, bis die Betreffenden eine anfechtbare Verfügung haben. Verletzt diese Asylpolitik nicht das Grundrecht auf Rechtsgleichheit ([Art. 8 BV](#)) und das verfassungsrechtlich garantierte Recht auf ein beschleunigtes Verfahren ([Art. 29 BV](#))?

Ergänzende Ausführungen auf der Rückseite

Chronologie

2011: Asylgesuch (Februar)
2012: Bitte um Anhörung (Mai und August)
Rechtsverzögerungsbeschwerde (Dezember)
2013: Anhörung zu den Asylgründen (Mai)
2013: Verfahren noch hängig (Oktober)

Beschreibung des Falls

«Mahir» stellt am 6. Februar 2011 in der Schweiz ein Asylgesuch. Nach über einem Jahr ist er immer noch nicht zu den Asylgründen angehört worden. Deshalb stellt der Rechtsvertreter von «Mahir» am 21. Mai 2012 ein Begehrum baldige Anhörung und Abschluss des Verfahrens. Das BFM antwortet mit einem Standardschreiben, in dem es auf die hohe Geschäftslast hinweist. Am 8. August 2012 erinnert «Mahid's» Rechtsvertreter das BFM nochmals daran, dass die Anhörung nach 18 Monaten noch immer aussteht. Die Frist von 20 Tagen gemäss [Art. 29 AsyIG](#) sei damit um mehr als das 35-fache überschritten. Nachdem der Rechtsvertreter das BFM mehrmals gemahnt hat, reicht er am 11. Dezember 2012 eine Rechtsverzögerungsbeschwerde beim Bundesverwaltungsgericht ein. Die Verzögerung wird vom BFM erneut mit den zahlreichen Pendenzen begründet. Wie jedoch über die Presse zu erfahren war, wird über gewisse Kategorien von Gesuchen, welche kaum Aussicht auf Erfolg haben (wie Gesuche aus Nigeria, Balkanstaaten, etc.) in kürzester Zeit entschieden. Dieses Vorgehen ist unannehmbar, wenn die gesetzlichen Fristen in den zurückgestellten Verfahren nicht mehr eingehalten werden. Wie ebenfalls aus der Presse zu erfahren war, behandelt die Vorinstanz Asylgesuche aus Syrien mit tiefer Priorität. Im Fall von «Mahir» handelt es sich offensichtlich um eine Sistierung des Verfahrens. Für eine Sistierung im Asylverfahren gibt es jedoch keine gesetzliche Grundlage, ausser bei Gewährung vorübergehenden Schutzes. «Mahir» wird durch eine späte Anhörung benachteiligt, weil bei zeitlich weit auseinanderliegenden Befragungen die Gefahr steigt, dass es zu Differenzen in den Aussagen kommt. Die überlange Wartezeit führt somit zu einer rechtsungleichen Behandlung.

Ausserdem entgeht ihm die Möglichkeit eine Arbeitsstelle anzutreten, weil er keine Arbeitsbewilligung erhält, da Asylsuchende mit N-Ausweis keinen Anspruch auf Erteilung einer Arbeitsbewilligung haben. Ihnen kann eine Arbeitsbewilligung erteilt werden, wenn die Wirtschafts- und Arbeitsmarktlage dies zulässt. Weiter gilt für Asylsuchende auf dem Schweizer Arbeitsmarkt der Inländervorrang, d.h. Asylsuchende können eine freie Stelle nur antreten, wenn kein Schweizer oder keine Schweizerin bzw. keine in der Schweiz aufenthaltsberechtigte Person zur Verfügung stehen. Personen mit einem F-Ausweis (vorläufige Aufnahme) hingegen sind nicht der Vorrangsregelung unterstellt und erhalten in der Regel eine Arbeitsbewilligung.

Das Bundesverwaltungsgericht heisst die Beschwerde am 26. Februar 2013 gut und stellt fest, dass das Verfahren vor dem BFM zu lange dauert. Das BFM wird angewiesen, das Asylgesuch von «Mahir» zügig einer anfechtbaren Verfügung zuzuführen. Am 17. Mai 2013 wird «Mahir» vom BFM zur Anhörung vorgeladen. Das BFM hat jedoch bis heute keinen Entscheid gefällt, das Verfahren ist immer noch hängig.

Gemeldet von : Asylbrücke Zug

Quellen : Aktenstudium

BASES LEGALES PERTINENTES

Constitution fédérale (Cst)

Art. 29a Garantie de l'accès au juge

Toute personne a droit à ce que sa cause soit jugée par une autorité judiciaire. La Confédération et les cantons peuvent, par la loi, exclure l'accès au juge dans des cas exceptionnels.

Loi fédérale sur la procédure administrative (PA)

Art. 46a - B^{bis}. Déni de justice et retard injustifié

Le recours est recevable si, sans en avoir le droit, l'autorité saisie s'abstient de rendre une décision sujette à recours ou tarde à le faire.

Loi sur l'asile (LAsi) – délais

Art. 29 Audition sur les motifs de la demande d'asile

¹ L'ODM entend le requérant sur ses motifs d'asile:

- a. soit dans le centre d'enregistrement et de procédure;
- b. soit dans les 20 jours suivant la décision d'attribution à un canton.

Art. 37 Délais concernant la procédure de première instance (tel que modifié le 1^{er} février 2014)

¹ En règle générale, la décision de non-entrée en matière doit être prise dans les cinq jours ouvrables qui suivent le dépôt de la demande ou l'approbation de l'Etat Dublin responsable concernant la demande de transfert, au sens des art. 19 et 20 du règlement (CE) n° 343/2003.

² Dans les autres cas, la décision doit être prise en règle générale dans les dix jours ouvrables qui suivent le dépôt de la demande.

Art. 37 Délais concernant la procédure de première instance (état au 31 janvier 2014)

1 En règle générale, la décision de non-entrée en matière doit être prise dans les dix jours ouvrables qui suivent le dépôt de la demande; elle doit être motivée sommairement.

2 Les décisions prises en vertu des art. 38 à 40 doivent, en règle générale, être rendues dans les vingt jours ouvrables qui suivent le dépôt de la demande.

3 Lorsque d'autres mesures d'instruction s'imposent conformément à l'art. 41, la décision doit, en règle générale, être prise dans les trois mois qui suivent le dépôt de la demande.

Loi sur l'asile (LAsi) – priorités

(dispositions entrées en vigueur le 1^{er} février 2014)

Art. 17 Dispositions de procédure particulières

^{2bis} Les demandes d'asile des requérants mineurs non accompagnés sont traitées en priorité.

Art. 37b Stratégie de l'ODM en matière de traitement des demandes

L'ODM définit une stratégie de traitement des demandes d'asile dans laquelle il détermine un ordre de priorité. A cet égard, il tient notamment compte des délais légaux de traitement, de la situation dans les Etats de provenance, du caractère manifestement fondé ou non des demandes ainsi que du comportement des requérants.

Traitemen^tt d'une demande d'asile après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives

